

Créteil, le 21 juillet 2008

*La Présidente*

Je tiens d'abord à remercier les inspecteurs généraux pour la qualité de leur travail et de leur rapport qui nous apporte un regard sur notre organisation administrative dont nous n'avons jamais bénéficié à ce niveau. Les demandes de documents et de données nous ont fait progresser et les préconisations formulées à la fin de chaque annexe sont de précieux guides de travail pour les années à venir.

Nous sommes globalement d'accord avec le rapport final et le diagnostic qu'il porte sur notre université.

Comme les inspecteurs, nous pensons que nos forces principales résident dans la qualité de notre gestion, la motivation des cadres, des agents et des enseignants-chercheurs, un projet stratégique de long et moyen terme appuyé sur un bilan-diagnostic dont chacun souligne la pertinence, la force de notre culture démocratique et une gouvernance dont la qualité s'est consolidée au fil du temps et des équipes de direction.

Comme les inspecteurs, nous pensons que nos difficultés tiennent à notre manque de personnels enseignants et surtout BIATOSS, qui rend très difficile de se dégager du quotidien pour la réflexion et la mise en œuvre de nouveaux projets. Même si, et les inspecteurs l'ont remarqué, un certain nombre de jeunes cadres ont rejoint nos équipes sur des fonctions de conduite de projet, et participent aujourd'hui avec les cadres plus expérimentés à une dynamique collective.

Cette dynamique, soutenue par un travail en « mode projet », est indispensable non seulement pour acquérir les nouvelles compétences, et en particulier la gestion de la masse salariale, mais aussi pour réaliser notre projet quadriennal qui a été l'objet d'un important investissement collectif et a de ce fait suscité une forte attente. Nous nous devons aujourd'hui de démontrer en interne comme à l'externe, notre capacité à faire démarrer l'ENT, à dynamiser la vie étudiante, à mieux orienter et mieux faire réussir les étudiants, à mieux financer la recherche, à conduire nos travaux, mais aussi à poursuivre l'intégration de l'IUFM et à contribuer à la structuration d'un PRES dont la ministre a récemment souligné, à l'occasion de l'opération campus, combien il était structurant pour l'Est parisien.



Depuis 40 ans, l'université Paris 12 - Val de Marne a déjà beaucoup agi et réalisé, en formation et en recherche bien sûr, mais aussi, comme le soulignent d'ailleurs les annexes du rapport, dans les domaines d'expertise de l'IGAENR que sont le patrimoine, le budget et les ressources humaines. Depuis deux ans, Paris 12 a en outre, intégré un IUFM de 5000 étudiants et rejoint un PRES au statut d'EPCS, installé un comité d'orientation et d'expertise, élaboré un bilan et un projet, un plan licence et un plan campus, changé ses statuts et organisé ses élections, démarré un important effort de modernisation de son administration. Comme le signale l'IGAENR, le risque d'épuisement est donc fort si nous ne pouvons pas rapidement à la fois disposer de moyens humains supplémentaires et adopter un mode de management nouveau, moins fondé sur la consommation d'énergie que sur une organisation plus rationnelle du travail.

Pour mener à bien cette évolution indispensable, et pour notre projet, et pour l'adoption des nouvelles compétences, les secondes étant au service du premier, nous avons besoin d'un accompagnement spécifique et d'un temps suffisant de formation et d'organisation.

C'est pourquoi, bien que je sois désireuse d'utiliser le plus vite possible les marges de manœuvre que la maîtrise de la masse salariale peut nous permettre de dégager, je pense, avec l'équipe de direction, préférable de proposer au Conseil d'administration d'attendre janvier 2010 pour passer aux nouvelles compétences et de nous y préparer dès aujourd'hui.

Nous demanderons donc au ministère, lors de la négociation de notre contrat quadriennal à l'automne 2008, de nous donner les moyens financiers de nous faire accompagner pour la mise en œuvre de notre projet et pour la prise des compétences. Cet accompagnement devra inclure une action de formation très complète et ce contrat devra être l'occasion de nous aider à nous renforcer dans les secteurs où l'IGAENR et l'AERES soulignent notre situation critique en emplois : CRI, TICE, vie étudiante, patrimoine, recherche, valorisation, etc.

Soutenue par le ministère, et bien sûr par elle-même en tout premier lieu, l'université Paris 12 pourra ainsi travailler dès septembre 2008 dans un triple objectif :

- démarrer l'opérationnalisation de notre projet en mobilisant les équipes sur un ensemble d'actions pilotées en « mode projet »,
- transformer en financements de programmes les premiers résultats de l'opération campus dans le cadre du PRES Paris-Est qu'il faut maintenant renforcer,
- nous préparer à passer aux nouvelles compétences en janvier 2010 pour dégager des moyens d'action supplémentaires au service des missions de notre établissement.



Ce programme d'action se situe par ailleurs dans le cadre du PRES Université Paris-Est au sein duquel les deux universités se fixent un objectif commun, qui est d'avoir toutes les deux en 2010 acquis leurs compétences nouvelles (Marne-la-Vallée en 2009 et Paris 12 en 2010) et lancé la mise en œuvre de leur quadriennal (Paris 12 en 2009 et Marne-la-Vallée en 2010). Nous comptons nous épauler mutuellement dans ces deux chantiers en profitant de façon croisée de nos expériences.

Simone Bonnafous